

**ARRÊTÉ DU MAIRE  
PORTANT SUR L'OCTROI D'UNE AUTORISATION DE VOIRIE REGLEMENTANT LA CIRCULATION  
ET LE STATIONNEMENT**

Objet : travaux urgents de renouvellement et enfouissement du réseau électrique ruelle du Buat , ruelle du Jard

Le Maire,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2213- et suivants,

**Vu** le Code de la Route,

**Vu** l'Arrêté Municipal de Coordination des Travaux n°10-06-156 du 15 juin 2010,

**Vu** le Règlement de Voirie Communal du 23 juin 2010,

**Vu** le Règlement d'Occupation du Domaine Public du 23 juin 2010,

**Considérant** la requête par laquelle l'Entreprise ECR domiciliée 8 rue de l'Industrie 77550 LIMOGES-FOURCHES, sollicite l'autorisation d'effectuer des travaux urgents de renouvellement et enfouissement du réseau électrique ruelle du Buat et ruelle du Jard du 2 février au 10 avril 2026,

**Considérant** que ces travaux nécessitent la réglementation de la circulation et du stationnement,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er** - L'Entreprise ECR est autorisée à réaliser les travaux ci-dessus décrits.

**ARTICLE 2** - La présente autorisation est accordée à charge pour le bénéficiaire de se conformer aux dispositions mentionnées dans le règlement de voirie et documents mentionnés ci-dessus.

**ARTICLE 3** - Les travaux ne pourront être entrepris que du 2 février au 10 avril 2026. Faute d'exécution dans ce délai et sauf reconduction de l'autorisation, celle-ci sera caduque.

**ARTICLE 4** - Les travaux devront être éclairés pendant la nuit et être installés de manière à ne faire obstacle ni à l'écoulement des eaux ni au libre accès des immeubles. Le pétitionnaire devra prendre toutes les dispositions pour assurer la conservation des autres réseaux.

**ARTICLE 5** - Dès l'achèvement des travaux, le permissionnaire devra enlever tous décombres et matériaux, réparer tous dommages éventuellement causés et rétablir à ses frais, après avis donné 2 jours à l'avance à la Mairie, la voie publique et ses dépendances dans leur premier état (réfection des enrobés à l'identique).

Tout marquage routier effacé, suite à l'intervention, fera l'objet d'une reprise dans les 10 jours suivant les travaux. A défaut, la commune procédera à la reprise des marquages aux frais du pétitionnaire.

**ARTICLE 6** - Le permissionnaire supportera sans indemnité la gêne et les frais de toute nature qui seraient la conséquence des travaux effectués par l'Administration dans l'intérêt de la voirie.

**ARTICLE 7** - La présente autorisation est pour tout ou partie révocable à toute époque sans indemnité soit pour des raisons d'intérêt général, soit pour non-respect par le permissionnaire des conditions imposées par le règlement de voirie et documents mentionnés ci-dessus.

**ARTICLE 8** - Sans préjudice de la révocation de l'autorisation le Permissionnaire pourra être poursuivi pour contravention de voirie s'il ne se conforme aux prescriptions imposées.

**ARTICLE 9** – Le stationnement sera interdit et considéré comme gênant ruelle du Buat dans son intégralité, et donnera lieu à l'enlèvement des véhicules par la Police intercommunale ou la Gendarmerie nationale.

*Tous les véhicules en stationnement gênants seront verbalisés et transportés en fourrière (article R.417-10/II 10° du Code de la Route) par la Gendarmerie de Dammartin-en-Goële et la Police Intercommunale d'agglomération Roissy Pays-de-France.*

Les travaux seront réalisés par demi-chaussée, la circulation sera réglementée comme suit :

- Ruelle du Jard : la rue sera interdite à la circulation sauf riverains
- Ruelle du Buat : la circulation sera alternée et réglementée par une signalisation appropriée.

**ARTICLE 10** – Une base vie sera installée aux n°3 et n°5 ruelle du Buat sur les places de stationnement réservée à cet effet.

**ARTICLE 11** – L'Entreprise aura à sa charge, la fourniture, la mise en place et l'entretien de la signalisation temporaire diurne et nocturne conformément à la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 12** – Le présent arrêté devra être affiché sur les lieux sept jours avant le début des travaux par le pétitionnaire.

**ARTICLE 13** – Le présent arrêté sera adressé à Monsieur le Chef de Centre de Secours de Dammartin-en-Goële, à Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Dammartin-en-Goële, au Secrétariat Général des Services de la ville de Dammartin-en-Goële, aux Agents de surveillance de la voie publique de la ville de Dammartin-en-Goële, à la Police Intercommunale de la Communauté d'Agglomération Roissy Pays de France, et notifié à l'intéressé.

**ARTICLE 14** – Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Dammartin-en-Goële,  
le 28 janvier 2026

Le Maire  
Vincent CLAVIER